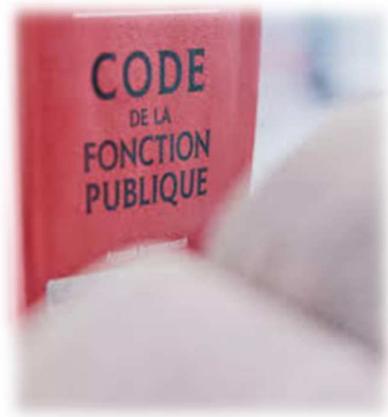




# **CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE**

*Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2022*

Prévu par l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021, **le Code Général de la Fonction Publique** conduit à l'abrogation de plusieurs textes, notamment la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ainsi que la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.



*!/ \ L'entrée en vigueur de ce code emporte des conséquences directes sur la rédaction des actes juridiques (visas et références) : à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, les références à des articles de lois abrogées (notamment les lois n°83-634 du 13 juillet 1983 et n°84-53 du 26 janvier 1984) ne sont plus valables et doivent être remplacées par la nouvelle codification du code général de la fonction publique (table de concordance en annexe).*

La partie législative du Code général de la Fonction Publique est subdivisée en huit livres, regroupant les trois fonctions publiques (Etat, Territoriale, Hospitalière) :

**Livre Ier : « Droits, obligations et protections »** qui correspond aux éléments définissant le cadre d'exercice des agents publics : les droits et libertés, les protections accordées aux agents publics, les obligations et la déontologie.

**Livre II : « Exercice du droit syndical et dialogue social »** qui définit les éléments constitutifs du dialogue social ainsi que sa mise en œuvre (organismes consultatifs, négociation, exercice du droit syndical, rapport social unique).

**Livre III : « Recrutement »** qui est consacré au recrutement des agents publics, fonctionnaires ou contractuels. Les emplois à la décision du Gouvernement et les emplois de direction des trois versants sont traités dans un titre qui leur est consacré, tout comme les autres modalités d'accès aux fonctions publiques, tels que les recrutements sans concours ou les modalités spécifiques d'accès réservés aux militaires ainsi que les modalités d'emploi des personnes en situation de handicap ou encore le recours aux contractuels.

**Livre IV : « Principes d'organisation et de gestion des ressources humaines »** qui détaille les notions de corps, de cadres d'emplois, ainsi que de formation professionnelle des agents. Un titre est consacré au télétravail, un autre aux réorganisations de service et un dernier aux organismes assurant des missions de gestion tels que le Centre national de la fonction publique territoriale, les centres de gestion et le Centre national de gestion.

**Livre V : « Carrière et parcours professionnels »** qui détaille les positions et mobilités, les modalités d'appréciation de la valeur professionnelle des agents ainsi que leurs possibilités d'avancement et de promotion. Le titre consacré à la discipline permet d'unifier les dispositions relatives aux sanctions disciplinaires dans les trois fonctions publiques. Il comprend également un titre consacré à la perte d'emploi.

**Livre VI : « Temps de travail et congés »** qui permet de réunir de façon lisible toutes les dispositions relatives à ce thème, en particulier en matière de durée du travail et de congés.

**Livre VII : « Rémunération et action sociale »** qui rassemble les dispositions relatives à la rémunération des agents publics. Les avantages divers (notamment les logements de fonction) et la prise en charge des frais de déplacement sont inclus dans ce livre. Sont également inclus les éléments relatifs à l'action sociale (objectifs, prestations et gestion).

**Livre VIII : « Prévention et protection »** qui en matière de santé et de sécurité au travail comprend les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité mais aussi toutes les dispositions relatives à la prévention. Le titre II est consacré aux dispositifs de protections liées à la maladie, l'accident ou l'invalidité, similaires d'une fonction publique à l'autre.

Selon le Gouvernement, cette codification entend rendre plus lisible et accessible le statut modernisé de la Fonction publique, pour satisfaire tant les attentes des agents publics que celles des encadrants ou des services des ressources humaines mais aussi, plus largement, des citoyens.

### ***Annexe : Tables de concordance par matières***

## CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE – 1<sup>er</sup> mars 2022

### Synthèse

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, tous les **actes juridiques** (délibérations, arrêtés, contrats, etc.), pris anciennement par référence aux lois statutaires (dans les visas) devront être pris en application des **références du nouveau Code Général de la Fonction Publique** (CGFP).

Les **actes pris avant le 1<sup>er</sup> mars 2022** demeurent **exécutoires** jusqu'à leur terme et ne nécessitent pas de correction des visas ainsi que des références juridiques en application du CGFP.

La **partie réglementaire du CGFP** sera promulguée d'ici 2023. Par conséquent, **les dispositions réglementaires** prises en applications des lois abrogées resteront **applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la partie réglementaire du code** (ex : décret n°88-145 du 15 février 1988, décret n°86-68 du 13 janvier 1986...).

### Tables de concordance par matières

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS</b>		
Champ d'application – L. 1 à L. 2	Art. 1, loi n° 83-634 + Art. 1, loi n° 84-53 Art. 2, loi n° 83-634, sauf exclusions	
Définitions – L. 4 et L. 7	Art. 2 et art. 4, al <sup>1</sup> 6, début, loi n° 84-53- L. 7 = <i>nouvel article</i>	

<sup>1</sup> Al = alinéa

Ph = phrase

Ecqc = en ce qu'il concerne

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Renvoi décret en CE – L. 9	Art. 32, al 4, loi n° 83-634 + art. 136, al 4, ph 1, loi n° 84-53	
<b>DROITS ET OBLIGATIONS</b>		
Liberté d'opinion - L. 111-1	Art. 6 al 1, loi n° 83-634	
Principe de participation – L. 112-1	Art. 9 al 1, loi n° 83-634	
Droit syndical – L. 113-1 à L. 113-2	Art. 8, ph 1 et 2, loi n° 83-634 Art. 8, ph 3 et 4, loi n° 83-634	
Droit de grève – L. 114-1 à L. 114-2 Droit de grève dans la FPT L. 114-7 à L. 114-10	Art. 10, loi n° 83-634 L. 114-2 = <i>nouvel article</i> Art. 7-2, al 1, loi n° 84-53 Art. 7-2, al 2 et 3, loi n° 84-53 Art. 7-2, al 4 à 8, loi n° 84-53 Art. 7-2, al 9, loi n° 84-53	
Droit à rémunération après service fait – L. 115-1	L. 115-1 = <i>nouvel article qui renvoie aux articles L.711-1 et suivants</i>	
Droits sociaux Régimes spéciaux de sécurité sociale et de retraite – L. 115-32 et L. 115-3	Art. 20 al 4, loi n° 83-634 L. 115-3 <i>relatif aux congés pour raison de santé, renvoie aux articles L. 822-1 et suivants = nouvel article</i>	
Droit à la formation professionnelle – L. 115-4 et L. 115-5	Art. 22, al 1, loi n° 83-634 L. 115-5 = <i>nouvel article relatif au CPA qui renvoie aux articles L. 422-4 et suivants</i>	
Droit de propriété intellectuelle – L. 115-6	L. 115-6 = <i>nouvel article</i>	
Obligation de dignité, impartialité, intégrité et probité – L. 121-1	Art. 25 al 1, loi n° 83-634	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Obligation de neutralité et respect du principe de laïcité – L. 121-2	Art. 25, al 2,3 et 4, loi n° 83-634	
Principe du non cumul d'activités – L. 121-3	Art. 25 septies, al 1, ph 1, loi n° 83-634	
Prévention des situations de conflit d'intérêt – L. 121-4 et L. 121-5	Art. 25 bis, al 1, loi n° 83-634 Art. 25 bis, al 2, loi n° 83-634	
Secret professionnel – L. 121-6	Art. 26, al 1, loi n° 83-634	
Obligation de discrétion professionnelle – L. 121-7	Art. 26, al 2, loi n° 83-634	
Devoir de satisfaire aux demandes d'information du public – L. 121-8	Art. 27, loi n° 83-634	
Principe de responsabilité de l'agent dans l'exécution de ses tâches – L. 121-9	Art. 28, al 1 ph 1 et al 2, loi n° 83-634	
Devoir d'obéissance hiérarchique – L. 121-10	Art. 28, al 1, ph 2	
Dénonciation crime et délit – L. 121-11	<i>Renvoi à l'art. 40 du code de procédure pénale</i>	
<b>PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS</b>		
L. 122-1 L. 122-2 à L. 122-9 L. 122-10 à L. 122-18 L. 122-19 L. 122-20 à L. 122-2 L. 122-23 L. 122-24 L. 122-25	Art. 25 bis, al 3 à 8, loi n° 83-634 Art. 25 ter, al 1 à 8, loi n° 83-634 Art. 25 quinquies, loi n° 83-634 Art. 25 quater, loi n° 83-634 Art. 25 sexies, loi n° 83-634 Art. 25 nonies, al 1, loi n° 83-634 Art. 25 ter, al 9, loi n° 83-634 Art. 25 nonies, al 5, loi n° 83-634, loi n° 83-634	

**REGLES DE CUMUL D'ACTIVITES**

<b>Dispositions communes – L. 123-1 à L. 123-3</b>	Art. 25 septies, al 1, ph 2 et al 2 à 7, loi n°83-634 Art. 25 septies, al 19, n°83-634 Art. 25 septies, al 20, n°83-634	Décret n°2020-69 du 30.01.2020
<b>Activités soumises à déclaration – L. 123-4 à L. 123-6</b>	Art. 25 septies al 8 à 9, loi n° 83-634 Art. 25 septies al 10, loi n°83-634 Art. 25 septies al 11, loi n°83-634	Décret n°2020-69 du 30.01.2020
<b>Activités soumises à autorisation – L. 123-7 à L. 123-8</b>	Art. 25 septies al 17 à 18, loi n° 83-634 Art. 25 septies, al. 12 à 15 et al. 16 sauf décret en Conseil d'Etat, loi n° 83-634	Décret n°2020-69 du 30.01.2020
<b>Sanctions – L. 123-9 à L. 123-10</b>	Art. 25 septies, al 21, loi n°83-634 Art. 25 septies, al 16 ecqç décret en Conseil d'Etat et al 22, loi n° 83-634	Décret n°2020-69 du 30.01.2020
<b>Contrôle et conseil Personnes responsables – L.124-1 à L.124-3</b>	Art. 25, al 5, art. 28 bis, al 1 et art. 28 ter, al 1 et 2, loi n°83-634	Décret n°2020-69 du 30.01.2020
<b>Contrôle des agents ayant cessé leurs fonctions – L. 124-4 à L. 124-6</b>	Art. 25 octies, al 8 à 10, art. 25 octies, al 11, loi n°83-634 et L. 124-6 = <i>nouvel article</i>	
<b>Contrôle préalable à la nomination ou à la réintégration – L. 124-7 à L. 124-8</b>	Art. 25 octies, al 17 et art. 25 octies, al 12 à 16, loi n°83-634 Art. 25 octies, al 1, loi n° 83-634	
<b>Recommandations et avis de la HATVP – rôle – L. 124-9</b>	Art. 25 octies, al 2, al 3 ecqç avis, al 5 à 7, art. 25 octies, al 19 à 21, art. 25 octies, al 18, art. 25 octies, al 22 à 24, art. 25 octies, al 25 à 32, art. 25 octies, al 33, art. 25 octies, al 34 et 35, art. 25 octies, al 36, art. 25 octies, al 43 et 44, art. 25 octies, al 45 et art. 25 octies, al. 35 à 42, loi n° 83-634	
<b>Recommandations et avis de la HATVP – avis sur les situations individuelles – L. 124-10 à L. 124-20</b>	Art. 25 octies, al 2 et al 4, loi n° 83-634	
<b>Recommandations et avis de la HATVP – recommandations sur les situations individuelles – L. 124-21</b>		

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p><b>Recommandations et avis de la HATVP – avis sur des projets de textes – L. 124-22</b></p>	<p>Art. 25 octies, al 2 et al 3 ecqc textes, loi n° 83-634</p>	
<p><b>Recommandations et avis de la HATVP – recommandations de portée générale sur l'application des textes – L. 124-23</b>  <b>Dispositions particulières – L.124-24 à L.124-26</b></p>	<p>Art. 25 octies, al 2 et al. 3 ecqc recommandations, loi n° 83-634  Art. 25 nonies, al 2 à 4, art. 25 decies + art. 25 octies, a. 46, art. 28 bis, al 2 et art. 28 ter, al 3, loi n° 83-634</p>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>RESPONSABILITES DISCIPLINAIRE, PENALE ET FINANCIERE</b>		
Responsabilité disciplinaire et pénale -L.125-1 Responsabilité financière-L. 125-2 à L. 125-3	Art. 11 bis A, loi n° 83-634 L. 125-2 et L. 125-3 = nouveaux articles	
<b>PROTECTIONS ET GARANTIES</b>		
Protection contre les discriminations – principe général – L. 131-1	Art. 6, al 2, loi n° 83-634	
Protection contre les discriminations – discriminations liées au sexe – L. 131-2 à L. 131-4	Art. 6 bis, al 1, art. 6 bis, al 2 et art. 6 bis, al 3, loi n° 83-634	
Protection contre les discriminations – discriminations liées à l'âge – L. 131-5 à L. 131-6	Art. 6, al 4, ecqc emplois catégorie active et art. 6, al 4, ecqc déroulement carrière, loi n° 83-634	
Protection contre les discriminations – discriminations liées à la santé ou à une situation de handicap – L. 131-7 à L. 131-11	Art. 6, al 3, art. 6 sexies, al 1 et 2, loi n° 83-634 + art. 3, ecqc agents publics, loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, art. 6 sexies, al 3 à 5, art. 6 sexies, a. 6 et art. 6 sexies, al 7, loi n° 83-634	
Lutte contre les discriminations – L. 131-12 à L. 131-13	Art. 6, al 5 à 9 + art. 6 bis, al 5 à 9 et art. 7 bis, loi n° 83-634	
Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes – plan d'action pluriannuel – L. 132-1 à L. 132-4	Art. 6 septies, al 1, art. 6 septies, al 2 à 7, art. 6 septies, al 9 et art. 6 septies, al 10, loi n° 83-634	
Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes – nominations équilibrées – L. 132-5 à L. 132-10	Art. 6 quater, al 1, art. 6 quater, al 2, art. 6 quater, al 3 à 5, art. 6 quater, al 6 à 7, art. 6 quater, al 8, loi n° 83-634 et art. 79, al 4, ph 1, loi n° 84-53	<b>Décret n°2020-528 du 04.05.2020</b>
Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes – rapport sur les mesures mises en œuvre – L. 132-11	Art. 6 bis, al 10, mloi n° 83-634	
Protection contre le harcèlement – L. 133-1 à L. 133-3	Art. 6 ter, al 1 à 3, loi n° 83-634 Art. 6 quinquies, al 1, loi n° 83-634 Art. 6 ter, al 4 à 8 et art. 6 quinquies, al 2 à 6, loi n° 83-634	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p><b>Protection dans l'exercice des fonctions (protection fonctionnelle)</b></p> <p><b>L. 134-1 à L. 134-8</b>  <b>L. 134-9 et L. 134-10 : FPH et FPE</b>  <b>L. 134-11 (police municipale)</b>  <b>L. 134-12 (renvoi décret)</b></p>	<p>Art. 11, al 1, loi n° 83-634  Art. 11, al 2, loi n° 83-634  Art. 11, al 3, loi n° 83-634  Art. 11, al 4, loi n° 83-634  Art. 11, al 5, loi n° 83-634  Art. 11, al 6, loi n° 83-634  Art. 11, al 7 et 8, loi n° 83-634  Art. 11, al 9, loi n° 83-634  <i>L. 134-11 = renvoi vers art. L. 113-1 du code de la sécurité intérieure</i>  Art. 11, al 10, loi n° 83-634</p>	<p><b>Décret n°2017-97 du 26.01.2017</b></p>
<p><b>Dispositifs d'alerte et de signalement – Lanceurs d'alerte – L 135-1 à L. 135-5</b></p> <p><b>Signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes – L 135-6</b></p>	<p>Art. 6 ter A, al 1, loi n° 83-634  Art. 6 ter A, al 2 et 3, loi n° 83-634  Art. 6 ter A, al 4, loi n° 83-634  Art. 6 ter A, al 5, loi n° 83-634  Art. 6 ter A, al 6, loi n° 83-634</p> <p>Art. 6 quater A, al 1 et 2, loi n° 83-634</p>	<p><b>Décret n°2020-256 du 13.03.2020</b></p>
<p><b>Protection en matière d'hygiène et de sécurité – L. 136-1</b></p>	<p>Art. 23, loi n° 83-634</p>	
<p><b>Garanties relatives au dossier individuel – L. 137-1 à L. 137-4</b></p>	<p>Art. 18, al 1, loi n° 83-634</p> <p>Art. 18, al 2, loi n° 83-634+ art. 1-1, al 2 décret n° 88-145  Art. 18, al 4, loi n° 83-634  Art. 18, al 3 loi n° 83-634,</p>	<p><b>Décret n°2011-675 du 15.06.2011</b></p>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>DROIT SYNDICAL</b>		
<b>Représentation des agents – L. 211-1 à L. 211-4</b>	Art. 9 bis, al 1 à 4, loi n° 83-634 Art. 9 bis, al 5, loi n° 83-634 Art. 9 bis, al 6, loi n° 83-634 Art. 9 bis, al 8 et 9, loi n° 83-634	<b>Décret n°85-397 du 03.04.1985</b>
<b>Garanties des agents déchargés ou mis à disposition – L. 212-1 à L. 212-7</b>	Art. 23 bis, al 1, loi n° 83-634 Art. 23 bis, al 2 et 3, loi n° 83-634 Art. 23 bis, al 4, loi n° 83-634 Art. 23 bis, al 5, loi n° 83-634 Art. 23 bis, al 6, loi n° 83-634 Art. 23 bis, al 7 et 8, loi n° 83-634 Art. 23 bis, al 9, loi n° 83-634	<b>Décret n°85-397 du 03.04.1985</b>
<b>Facilités accordées aux organisations syndicales – L. 213-2 à L. 213-4</b>	Art. 100, al 5, loi n° 84-53 Art. 100, al 2, loi n° 84-53 Art. 100, al 3, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-397 du 03.04.1985</b>
<b>Congés et facilités accordés aux représentants syndicaux – congé de formation – L. 214-1 à L. 214-2</b>	Art. 57, al 1 et al 43, ph.1, loi n° 84-53 Art. 57, al 43, ph 2 et 3, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-397 du 03.04.1985</b>
<b>Congés et facilités accordés aux représentants syndicaux – ASA et crédit temps syndical – L. 214-3 à L. 214-7</b>	Art. 59, al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 100-1, al 1 à 4, loi n° 84-53 Art. 100-1, al 5, loi n° 84-53 Art. 100-1, al 6, loi n° 84-53 Art. 33-1 al 3, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-397 du 03.04.1985</b>
<b>Congé pour formation syndicale des agents – L. 215-1</b>	Art. 21, al 1 et 8, loi n° 83-634 Art. 57, al 1 et al. 42, loi n° 84-53	<b>Décret n° 85-397 du 03.04.1985</b>
<b>Facilités accordées aux agents pour les réunions d'information syndicale – L. 215-2</b>	Art. 100, al. 1, ecqc réunions d'information syndicale, loi n° 84-53	<b>Décret n° 85-397 du 03.04.1985</b>
<b>Assistance dans l'exercice de recours administratifs – L. 216-2</b>	Art. 30, al 3, loi n° 84-53	<b>Décret n° 85-397 du 03.04.1985</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>NEGOCIATION ET ACCORDS COLLECTIFS</b>		
<b>Acteurs habilités à négocier – L. 221-1 à L. 221-4</b>	Art.8 bis, al 1, loin°n°83-634 Art.8 bis, al2, loin°n°83-634 Art. 8 bis, al 5 à 8, loi n° n° 83-634 Art. 8 bis, al 9, loi n° n° 83-634	Décret n°2021-904 du 07.07.2021
<b>Objet et contenu des accords – L. 222-1 à L. 222-5</b>	Art.8 bis, al10et 11 + art.8sexies, loin°83-634 Art.8 bis, al3et4, loin°83-634 Art.8ter, al1 à 15, loin°83-634 Art. 8 ter, al. 16, loi n° 83-634 Art. 8 septies, loi n° 83-634	Décret n°2021-904 du 07.07.2021
<b>Conditions de majorité des accords – L. 223-1</b>	Art. 8 quater, al 1, loi n° 83-634	Décret n°2021-904 du 07.07.2021
<b>Autorités compétentes pour conclure, signer ou approuver un accord – L. 224-1 à L. 224-4</b>	Art. 8 quater, al 2 à 4, loi n° 83-634 Art. 8 quater, al 6 et 7, loi n° 83-634 Art.8 quater, al8, loin°83-634 Art.8 quater, al5, loin°83-634	Décret n°2021-904 du 07.07.2021
<b>Négociations sur initiative syndicale – L. 225-1</b>	Art. 8 quinquies, loi n° 83-634	Décret n°2021-904 du 07.07.2021
<b>Entrée en vigueur et publication des accords – L. 226-1 à L. 226-2</b>	Art. 8 octies, al 1 à 3, loi n° 83-634 Art. 8 quater, al 9, loi n° 83-634	Décret n°2021-904 du 07.07.2021
<b>Suivi, modification, suspension et dénonciation des accords – L. 227-1 à L. 227-4</b>	Art.8 octies, al4, loin°83-634 Art.8 octies, al5, loin°83-634 Art.8 octies, al6, loin°83-634 Art.8 octies, al7, loin°83-634	Décret n°2021-904 du 07.07.2021
<b>RAPPORT SOCIAL UNIQUE ET BASE DE DONNEES SOCIALES</b>		
<b>Rapport social unique – L. 231-1 à L. 231-4</b>	Art. 9 bis A, al 1, loi n° 83-634 Art.9 bis A, al17, ph 1, loin°83-634 Art. 9 bis B, loi n° 83-634 Art.33-3 + art. 33, al10, loin°84-53 + art. 9 bis A, al 19, loi n° 83-634	Décret n°2020-1493 du 30.11.2020
<b>Base de données sociales – L. 232-1</b>	Art. 9 bis A, al 18, loi n° 83-634	Décret n°2020-1493 du 30.11.2020

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>INSTANCES CONSULTATIVES SUPERIEURES</b>		
L. 241-1 à L. 245-3	Art. 53, al 1 à 4, loi n° 2012-347 Art. 9 ter, loi n° 83-634 Art. 2-1, 8, 9, 10 al 1, 10-1, 11, loi n° 84-53	
<b>COMITES SOCIAUX TERRITORIAUX(CST)</b>		
Mise en place – dispositions communes – L. 251-1	L. 251-1 = <i>nouvel article</i>	
Mise en place – FPT – L. 251-5 à L. 251-10	Art. 32, al 1, ph 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 32, al 4, loi n° 84-53 Art. 32, al 1, ph 3, al. 2, loi n° 84-53 Art. 32, al 3, loi n° 84-53 Art. 32-1, al 1 à 3, loi n° 84-53 Art. 32-1, al 4, loi n° 84-53	Décret n°2021-571 du 10.05.2021
Composition – dispositions communes – L. 252-1 à L. 252-2	Art. 33-2 al 2, loi n° 84-53 Art. 6 bis, al 4, ecqc comités sociaux, loi n° 83-634	Décret n°2021-571 du 10.05.2021
Composition – FPT – L. 252-8 à L. 252-10	Art. 33-2 al 1, ph 1, loi n° 84-53 Art. 33-2 al 3, loi n° 84-53 Art. 33-2 al 4, loi n° 84-53	Décret n°2021-571 du 10.05.2021
Attributions – FPT – L. 253-5 à L. 253-6	Art. 33 al 1 à 9, loi n° 84-53 + art. 6 septies, al 8, ecqc FPT, loi n° 83-634 Art. 33-1 al 1, loi n° 84-53 + art. 32-1 al 5, loi n° 84-53	Décret n°2021-571 du 10.05.2021
Fonctionnement – FPT – L. 254-2 à L. 254-4	Art. 32 al 5, loi n° 84-53 Art. 33-1 al 2, loi n° 84-53 Art. 33-2 al 1, ph 2, loi n° 84-53	Décret n°2021-571 du 10.05.2021

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (CAP)</b>		
Mise en place – FPT – L.261-2 à L.261-7	Art. 28, al 1, ph 1 et 2, n° 84-53 Art. 28, al 2, n° 84-53 Art. 28, al 5 ph 2, n° 84-53 Art. 28, al 5 ph 1, n° 84-53 Art. 28, al 6 et 7, n° 84-53 Art. 28, al 8, loi n° 84-53	Décret n°89-229 du 17.04.1989
Composition – dispositions communes – L. 262-1 à L. 262-3	L.262-1 : sur la table Légifrance, pas de renvoi vers la loi n° 84-53, mais cf. art. 1er décret n°89-229 Art. 54, sauf début, ecqc représentation équilibrée, loi n°2012-347 Art. 6 bis al 4, ecqc commission administrative paritaire, loi n° 83-634	Décret n°89-229 du 17.04.1989
Composition – FPT – L. 262-5 à L.262-6	Art. 29 al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 28 al 4, loi n° 84-53	Décret n°89-229 du 17.04.1989
Attributions – dispositions communes – L. 263-1	Art. 28 al 3, loi n° 84-53	Décret n°89-229 du 17.04.1989
Attributions – FPT – L. 263-3	Art. 30 al 1, loi n° 84-53	Décret n°89-229 du 17.04.1989
Fonctionnement – FPT – L. 264-1 à L.264-2	Art. 31 al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 30 al 2, loi n° 84-53	Décret n°89-229 du 17.04.1989
<b>COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES (CCP)</b>		
L. 272-1 à L. 272-2	Art. 136, al 10 à 13, loi n°84-53	Décret n°2016-1858 du 23.12.2016
<b>DIALOGUE SOCIAL – DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>		
Création de collectivités ou établissements publics – L. 281-1 à L. 281-3	Art. 33-4, al 1, loi n°84-53 Art. 33-4, al 2 à 4, loi n°84-53 Art. 33-4, al 5 à 10, loi n°84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>RECRUTEMENT –CONDITIONS GENERALES D'ACCES AUX EMPLOIS</b>		
<b>Dispositions générales–L.311-1 à L.311-3</b>	Art. 3, loi n° 83-634 Art. 41 al 4, loi n° 84-53 <i>L. 311-3 = nouvel article</i>	
<b>FPT – L. 313-1 à L. 313-4</b>	Art. 34, loi n° 84-53 Art. 6-1, al 1 ph2, al2, loi n°84-53 Art. 88, al 7 et 8, loi n° 84-53 Art. 41 al 1 et 2, loi n° 84-53	<b>Décret n° 2019-1414 du 19.12.2019</b>
<b>RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES</b>		
<b>Principe du recrutement par concours– L. 320-1</b>	Art. 16, loi n° 83-634	
<b>Contrôle préalable des conditions d'accès au statut de fonctionnaire – L. 321-1 à L.321-3</b>	Art 5, loi n° 83-634 Art. 5 bis, al. 1, al 7, al8 et al 9, loi n°83-634+ art. 26, loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique Art. 5 bis, al 2 à 6, loi n° 83-634	
<b>Dispositions applicables à certains recrutements de la FPT–L.322-1 à L.322-4</b>	Ref à l'art. L. 1424-9 ecqc recrutement et L.1424-32 du CGCT (sapeurs-pompiers pro) Renvoi à l'art. L. 512-2 du code de la sécurité intérieure (police municipale) Renvoi à l'art. L. 522-2 du code de la sécurité intérieure (garde champêtre) Art. 49, ph 1 (début), ph2, loi n° 84-594	
<b>Préparation aux procédures de recrutement- L. 323-1</b>	Art. L. 970-6 du code du travail	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p><b>Recul ou suppression de l'âge maximal pour le recrutement – L.324-1 à L. 324-7</b></p>	<p>Art.8, ecqc emplois relevant du code général de la fonction publique, loi n° 75-3 portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des conjoints survivants, des mères de famille et des personnes âgées  Renvoi article art. L. 221-4, code du sport  Renvoi art. L. 64, art. L. 120-33, al 1, art. L. 122-16, al 1, code du service national  Art. 5 ter, al 1, loi n° 83-634  Art. L.215-3, CASF  Art. 35 al 3, loi n° 84-53  Art. 21, ph1, loi n° 76-617</p>	
<p><b>Recrutement par concours : les 3 voies d'accès (concours externes, internes et 3<sup>ème</sup> concours) – L. 325-1 à L. 325-8</b></p>	<p>Art. 36, al 1, loi n° 84-53  Art. 36, al 2, loi n° 84-53  Art. 36, al 4, ph 1, loi n° 84-53  Art. 36, al 4, ph 2 et 3, loi n° 84-53  Art. 36, al 5, loi n° 84-53  Art. 120-33 al 2 et 3 + Art. 122-16 al 2 et 3  Code du service national  Art. 36, al. 6, ph 1 à 3, loi n° 84-53  Art. 36, al. 6, ph 4, al 07, loi n°84-53</p>	
<p><b>Recrutement par concours – dispositions communes – L.325-9 à L. 325-22</b></p>	<p>Art.36 al 8 ecqc externe, interne et troisième concours (<i>al 9 selon la table legifrance</i>), loi n° 84-53  Art. 2, ecqc fonction publique, loi n° 80-490  Renvoi art. L. 4139-1 al du code de la défense  Renvoi art. L. 221-3 du code du sport  Art. 36 al 3, loi n° 84-53  Art. 36, al 9 ph 3 et 4 (<i>al 10 selon la table legifrance</i>)  Renvoi art. 412-1 du code de la recherche  Art. 37 al 2, loi n° 84-53  Art. 16 ter, loi n° 83-634  Art. 16 quater, 6 bis al 4, loi n° 83-634  Art. 44 al 11, loi n° 84-53  Art.44 al 12, loi n° 84-53  Art. 16 bis, loi n° 83-634  Renvoi art. 1 à 5 de la loi du 23 décembre 1901</p>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>Recrutement par concours – dispositions FPT – L. 325-26 à L. 325-31</b>	Art. 44 al 1, ph 2, loi n° 84-53 Art. 36, al 9 ph 1 et 2 ( <i>al 10 selon la table légifrance</i> ), loi n° 84-53 Art. 36 al 8, ph 2 (sauf épreuves complémentaires car dans L. 325-9), loi n°84-53 Art. 43 loi n° 84-53  Art. 36 al 10 ( <i>al 11 selon la table légifrance</i> ), loi n° 84-53 Art. 37 al 1, loi n° 84-53	
<b>Recrutement par concours – nomination des lauréats – inscription liste d'aptitude et recrutement dans la FPT – conditions générales – L. 325-38 à L. 325-43</b>	Art. 44, al 1, ph 1, al 2, 3 et 9, loi n° 84-53 Art. 44, al 4 et 5, loi n° 84-53 Art. 44, al 6, loi n° 84-53 Art. 44, al 7 et 8, loi n° 84-53 Art. 44, al 10, ph 1, loi n° 84-53 Art. 44, al 10, ph 3, loi n° 84-53	
<b>Recrutement par concours – nomination des lauréats – inscription liste d'aptitude et recrutement dans la FPT – élèves du CNFPT – L. 324-44 à L. 325-46</b>	Art. 45, al. 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 45, al. 3, ph 1, loi n° 84-53 Art. 45, al 3, ph 2, al 4, loi n° 84-53	
<b>Autres modalités d'accès aux fonctions publiques – recrutement sans concours – L. 326-1 (emplois réservés, accès cat C)</b>	Art. 38 al 1 à 5, loi n° 84-53	
<b>Autres modalités d'accès aux fonctions publiques – militaires et anciens militaires – L. 326-2</b>	Renvoi à l'article L. 4139-2 du code de la défense	
<b>Autres modalités d'accès aux fonctions publiques – Parcours d'accès aux carrières de la FP (PACTE) – L. 326-10 à L. 326-19</b>	Art. 38 bis, al 1, 2 et 5, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 3, ph 1, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 3, ph 2, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 4, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 6 à 8, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 9 et 10, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 12, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 11, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 13 et 14, loi n° 84-53 Art. 38 bis, al 16, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>Stage et titularisation – dispositions communes – L. 327-1 à L. 327-2</b>	Art. 46, al 1, ph 2, loi n°84-53 Art. 80, loi n°89-18	
<b>Stage et titularisation dans la FPT L. 327-3 à L. 327-9</b>	Art. 46, al 1, ph 1, loi n°84-53 Art. 46, al 5, loi n°84-53 Art. 3-4, al 1, loi n°84-53 Art. 46, al 1, ph 3, loi n° 84-53 Art. 41, al 3, loi n°84-53 Art. 3, al 3, ph 1, loi n°84-594 Art. 46, al 3, loi n°84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>RECRUTEMENT PAR CONTRAT</b>		
<b>Dispositions générales – L. 331-1</b>	Art. 32 al 1, loi n° 83-634	<b>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</b>
<b>Possibilités de recrutement par contrat – Emplois permanents FPT – besoins permanents – L. 332-8 à L. 332-12</b>	Art. 3-3, al 1 à 7, loi n° 84-53 Art. 3-3, al 8 et 9 réécrits, loi n° 84-53 ( <i>art. L. 332-9 présenté comme un nouvel art. dans la table légifrance</i> ) Art. 3-4, al 2 à 5, loi n° 84-53 Art. 3-4, al 6, loi n° 84-53 Art. 3-5, loi n° 84-53	<b>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</b>
<b>Possibilités de recrutement par contrat – Emplois permanents FPT – besoins temporaires – L. 332-13 (agents indispo) à L. 332-14 (vacance temporaire)</b>	Art. 3-1, loi n° 84-53 Art. 3-2, loi n° 84-53	<b>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</b>
<b>Possibilités de recrutement par contrat – Emplois temporaires FPT – accroissement d'activité – L. 332-23</b>	Art. 3, I, loi n° 84-53	<b>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</b>
<b>Possibilités de recrutement par contrat – Emplois temporaires FPT – contrats de projet – L. 332-24 à L. 332-26</b>	Art. 3, II, al 1 à 3, loi n° 84-53	<b>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</b>
<b>Possibilités de recrutement par contrat – dispositions diverses – L. 332-27 (signature contrat par autorité territoriale) et L. 332-28 (décret)</b>	L. 332-27 = <i>nouvel article (selon la table : article 40 al 1, loi n° 84-53)</i> Art. 32 al 2, ph 2, loi n° 83-634 et art. 3, II al 4, loi n° 84-53	<b>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</b>
<b>Agents contractuels territoriaux recrutés sur des emplois particuliers – collaborateurs de cabinet – L. 333-1 à L. 333-10 (L. 333-11 relatif à Paris Lyon et Marseille)</b>	Art. 110, loi n° 84-53 + nouvel article L. 333-8 pour les collaborateurs de cabinet relevant de l'article 11, I, 8° de la loi n° 2013-907	<b>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Agents contractuels territoriaux recrutés sur des emplois particuliers – collaborateurs de groupes d'élus – L. 333-12	Art. 110-1 al 1 à 3, loi n° 84-53 (L'alinéa 4 est réparti dans les parties fin de contrat et chômage des agents publics)	Décret n° 88-145 du 15.02.1988
Agents contractuels territoriaux recrutés sur des emplois particuliers – sapeurs-pompier contractuels – L. 333-13	Art. 3-6, al 1, al 2, ph 1	Décret n° 88-145 du 15.02.1988
Agents contractuels territoriaux recrutés sur des emplois particuliers – assistants maternels et familiaux – L. 333-14	Nouvel article L. 333-14	Décret n° 88-145 du 15.02.1988

### RECOURS A DES SALARIES DE DROIT PRIVE

Mise à disposition de salariés de droit privé (dont service national universel) – L. 334-1 à L. 334-2	Art. 61-2, loi n° 84-53 + nouvelles dispositions s'agissant du service national universel	
Recours aux services des entreprises de travail temporaire (intérim) – L. 334-3	Art. 3-7, loi n° 84-53	

### EMPLOIS SUPERIEURS DE LA FPT

L. 343-1 à L. 343-5	Art. 47, al 1 à 4, loi n° 84-53 Art. al 6, loi n° 84-53 Art. 47 al 7, loi n° 84-53 Art. L. 343-4 et L. 343-5 relatifs à Paris, Marseille et Lyon	Décret n° 88-145 du 15.02.1988
---------------------	---	--------------------------------

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>EMPLOIS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP</b>		
<b>Obligation d'emploi – L. 351-1 à L. 351-6</b>	Art. 33 al 1 à 10, loi n° 83-634 Art. 33, al 11, loi n° 83-634 Art. 33, al. 12, loi n° 83-634 Art. 34, al 1 et 2, loi n° 83-634 Art. 34, al 3 à 7, loi n° 83-634 Art. 34, al 8, loi n° 83-634	
<b>Fonds pour l'insertion – L. 351-7 à L. 351-15</b>	Art. 35, al 1 à 3, loi n° 83-634 Art. 35, al 4 à 8, loi n° 83-634 Art. 37, al 1, loi n° 83-634 Art. 37, al 2, loi n° 83-634 Art. 36, loi n° 83-634 Art. 38, al 1, loi n° 83-634 Art. 38, al 2 à 7, loi n° 83-634 Art. 38, al 8 à 10, loi n° 83-634 Art. 38, al 11 à 13, loi n° 83-634	
<b>Recrutement et conditions d'accès aux emplois – L. 352-1 à L. 352-6</b>	Art. 35, al 1, loi n° 84-53 Art. 35, al 2, loi n° 84-53 Art. 35 al 4, ph 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 38, al 6, ph 1 et 4, et al 8, loi n° 84-53 Art. 38 al 6, ph 2, loi n° 84-53 Art. 35 al 5, loi n° 84-53	<b>Décret n°2020-523 du 04.05.2020</b>  <b>Décret n°2020-530 du 05.05.2020</b>  <b>Décret n°2020-569 du 13.05.2020</b>
<b>Droits des associations de défense – L. 353-1</b>	Art. 39, loi n° 83-634	
<b>EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX</b>		
<b>L. 360-1 à L. 360-7</b>	Art. 1, 2, 3, 4, 6 et 8, loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à l'expertise internationale	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>ORGANISATION ET GESTION DES RH – DISPOSITIONS GENERALES</b>		
<b>Organisation en cadres d'emplois – L. 411-1 à L. 411-9</b>	<p>Art. 13, al 1, ph 2 début, loi n° 83-634 + art. 4, al 1 à 4, loi n° 84-53 + art. 48 al 2, loi n° 84-53</p> <p>Art. 13, al. 1, ph. 1, ph. 2, fin, loi n° 83-634 + art. 6, al, ph. 2, loi n° 84-53</p> <p>Art. 13, al 1, ph. 3, loi n° 83-634</p> <p>Art. 13 al 3, loi n° 83-634</p> <p>Art. 12 al 1 et 2, loi n° 83-634</p> <p>Art, 48 al 1 et 49, al 1, loi n° 84-53</p> <p>Art. 13 al 2, loi n° 83-634</p> <p>Art. 12 al 3, loi n° 83-634</p> <p>Art. 50, loi n° 84-53</p>	
<b>Emplois supérieurs FPT – L. 412-5 à L. 412-7</b>	<p>Art. 6-1, al 1, ph. 1, al. 3, loi n° 84-53</p> <p>Art. 53, al 02 à 09, loi n° 84-53</p> <p>(L. 412-7 : relatif à Paris Lyon et la Corse : art. 36, al. 2, ph 1, Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, art. 112-3, ecqc art. 53, loi n° 84-53, art. L. 5219-10, al. 4, ecqc art. 53 CGCT, art. 12, alinéa 12, ecqc art. 53, Ordonnances n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse)</p>	<p><b>Décret n° 87-1101 du 30.12.1987</b></p> <p><b>Décret n 87-1102 du 30.12.197</b></p>
<b>Lignes directrices de gestion FPT L. 413-1, L. 413-3, L. 413-5 et L. 413-6</b>	<p>Art. 33-5, al 1, ph 2 et 3, loi n° 84-53</p> <p>Art. 33-5 al 1, ph. 1, loi n° 84-53</p> <p>Art. 33-5, al 1, ph. 4, loi n° 84-53</p> <p>Art. 33-5, al 2, ph. 1 à 3, loi n° 84-53</p>	<b>Décret n° 2019-1265 du 29.11.2019</b>
<b>ORGANISATION ET GESTION DES RH – DISPOSITIONS PROPRES A LA FPT</b>		
<b>L. 415-1 à L. 415-5</b>	<p>Art. 4, al. 5, al 6 fin, loi n° 84-53 + Art. 40, al. 1, ecqc fonctionnaires, loi n° 84-53</p> <p>Art. 49 al 3, loi n° 84-53</p> <p>Art. 6, al 2, loi n° 84-53</p> <p>Art. L. 412-18, al 2, code des communes Sapeurs-pompiers : art. 117, ph. 2, loi n° 84-53, art. 51, al. 2, loi n° 84-594, art. L. 1424-9 ecqc gestion, CGCT</p>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE PRINCIPES GENERAUX</b>		
<b>Objectifs – L. 421-1</b>	Art. 22 al 1 et 2, loi n° 83-634	
<b>Obligations de l'employeur – L. 421-2 à L. 421-5</b>	Art. L. 970-2, al. 1, code du travail art. 41, al. 1, ecac promotion sociale, loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente Art. 22 al 5, loi n° 83-634 et 2-3 al 1, loi n° 84-594 (conseil en évolution pro) Art. L. 970-2, al. 3, code du travail Art. 22, al 3, ph 2, loi n° 83-634 (selon la table légifrance art 22, al 4, ph 3)	
<b>Obligations des agents – L. 421-6 à L. 421-8</b>	Art. 22 al 3, ph 1, loi n° 83-634 (selon la table légifrance art 22 al 3) Art. 24 al 7, loi n° 83-634 Art. 22 al 4, ph 2, loi n° 83-634	
<b>FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE – DISPOSITIFS DE FORMATION – DISPOSITIONS COMMUNES</b>		
<b>Les congés – L. 422-1</b>	Art. 21, al 1 et al 5 à 7, loi n° 83-634 et art. 57, al. 01, al. 39 à 41, loi n° 84-53	
<b>Périodes de professionnalisation – L. 422-2</b>	Art. 22, al. 4, ph. 1, loi n° 83-634	
<b>Formation renforcée pour certains agents publics – L. 422-3</b>	Art. 22 quinquies, al. 1 à 5, loi n° 83-634	
<b>Compte personnel d'activité – L. 422-4 à L. 422-7</b>	Art. 22 ter, loi n° 83-634	
<b>Compte personnel de formation – L. 422-8 à L. 422-19</b>	Art. 22 quater, loi n° 83-634 et art. 2-1, loi n° 84-594  Art. 5, ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique	<b>Décret n° 2017-928 du 06.05.2017</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE – DISPOSITIFS DE FORMATION – DISPOSITIONS FPT</b>		
<b>Dispositions générales – L. 422-21 à L. 422-26 (L. 422-27 relatif à la ville de Paris)</b>	Art. 1, al 1 à 9, loi n° 84-594 Art. 2, al 2, loi n° 84-594 Art. 2-3, al 2, loi n° 84-594 Art. 6, loi n° 84-594 Art. 6 bis, loi n° 84-594 Art. 1, al 11, loi n° 84-594	Décret n° 2007-1845 du 26.12.2007
<b>Formations d'intégration et de professionnalisation–L.422-28àL.422-34</b>	Art. 2, al 1, loi n° 84-594 Art. 2-2, loi n° 84-594 Art. 4 al 2, loi n° 84-594 Art.3,al1,loin°84-594 Art.3,al2,loin°84-594 Art.4,al1,loin°84-594 Art.L.412-56,al.4,code des communes (police municipale)	Décret n° 2007-1845 du 26.12.2007
<b>Formation personnelle suivie à l'initiative de l'agent – L. 422-35</b>	Art. 5, al 1, loi n° 84-594	Décret n° 2007-1845 du 26.12.2007
<b>ORGANISATION ET FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DE FORMATION</b>		
<b>Principes généraux–L.423-1àL.423-2</b>	Art. L. 970-3, code du travail	
<b>Organisation de la politique de formation au sein de la FPT–L.423-3àL.423-10</b>	Art. 7, loi n° 84-594 Art. 8, al 1, loi n° 84-594 Art. 23, loi n° 84-594 Art. 24, ph 2, loi n° 84-594 Art. 25, loi n° 84-594 Art.8,al2,loin°84-594 Art.8,al3,loin°84-594 Art. L. 412-57, code des communes (police municipale)	Décret n° 2007-1845 du 26.12.2007
<b>APPRENTISSAGE</b>		
<b>L. 424-1</b>	Nouvel article – Renvoi au code du travail	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>TELETRAVAIL</b>		
L. 430-1	Art. 133, Loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique	Décret n° 2016-151 du 11.02.2016  Décret n° 2021-1123 du 26.08.2021 (allocation forfaitaire)  Arrêté du 26.08.2021 (allocation forfaitaire)
<b>REORGANISATION DE COLLECTIVITES</b>		
Détachement d'office – L. 441-1 à L. 441-9	Art. 15, loi n° 83-634	Décret n° 86-68 du 13.01.1986
Situation des agents territoriaux en cas de réorganisation territoriale – L. 443-1 (création d'un centre interdépartemental de gestion de la FT unique)	Art. 18-3, al 2, loi n° 84-53	
Situation des agents contractuels en cas de transfert d'activité entre personnes morales de droit public ou de droit privé – L. 445-1 à L. 445-4	Art. 14 ter, al 1, loi n° 83-634 Art. 14 ter, al 2 et 3, loi n° 83-634 Renvoi à l'art. L. 1224-3, code du travail Renvoi à l'art. L. 1224-3-1, code du travail	
<b>ORGANISMES ASSURANT DES MISSIONS DE GESTION</b>		
CNFPT – L. 451-1 à L. 451-25	Art. 12, loi n° 84-53 Art. 12, 13 et 11, loi n° 84-594 Art. 12-1, loi n° 84-53 Art. 24, ph 2, loi n° 84-594 Art. 14 al 1 et 2, loi n° 84-594 Art. 15, al. 01, al. 02 à 06 ecqc parité, al. 10, loi n° 84-594 Art. 12-3, loi n° 84-53 Art. 12-2, loi n° 84-53 Art. 20 al 1 et 2, loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 Art. 12-2-2, loi n° 84-53 Art. 12-4, loi n° 84-53 Art. 22-2, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>Centres de gestion de la FPT – définition/missions – L. 452-1</b>	Art. 13, al 1, ph 1 début et art. 14, al 1, ecqc missions, loi n°84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>
<b>Centres de gestion de la FPT – organisation territoriale – L. 452-2 à L. 452-12</b>	Art. 14, al 2, loi n° 84-53 Art. 17, al 1, ph 1, loi n° 84-53 Art. 18, al 1, loin°84-53 Art. 14, al 7, loin°84-53 Art. 20, loi n° 84-53 Art. 18-1, al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 18-3, al 1, ph 1, loi n° 84-53 Art. 18-2, al 1, al 2 et 4, ecqc missions des centres de gestion loi n° 84-53 Art. 18-2-1, al 1 et al 6, al. 2 et al 4 ecqc missions, loi n° 84-53 Art. 14, al 4 sauf ph 3 et al 20, loin° 84-53 Art. 14-1, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>
<b>Centres de gestion de la FPT – affiliation des collectivités territoriales et des établissements publics – L. 452-13 à L. 452-21</b>	Art. 14, al 1, ecqc affiliation, loin°84-53 Art. 15, al 1, loi n° 84-53 Art. 18-2, al 2 et 4, ecqc affiliation, loi n° 84-53 Art. 18-2-1, al 2 et al. 4, ecqc affiliation, loi n° 84-53 Art. 18-3, al 1, ph 2 et 3, loi n° 84- 53 Art. 16, loi n° 84-53 Art. 15, al. 3, loi n° 84-53 Art. 15, al 2, al 4 et 5, loi n° 84-53 Art. 17, al 3 et 4, art. 18, al. 2, art. 18-1, al. 3, art. 18-2, al. 3 et 5, art. 18-2-1, al. 3 et al. 5, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>
<b>Centres de gestion de la FPT – Organisation interne – L. 452-22 à L. 452-23</b>	Art. 13, al 1, sauf début ph 1, al. 2 à 5, loi n° 84-53 art. 17, al 1, ph 2, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>CDG de la FPT – régime administratif et financier – L. 452-24 à L. 452-33</b>	Art. 21, loi n°84-53 et art. 14, al 3, loi n°84-53 Art. 22, al 1, ph 1, loi n° 84-53 Art. 20, al 1, ecqc centres de gestion, loi n°85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 Art. 22, al 1, ph 2, loi n° 84-53 Art. 22, al 1, ph 3, al. 2, loi n° 84-53 Art. 22, al 4 et 5, loi n°84-53, art 48 loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation et art. 20, al 2, ecqc centres de gestion, loi n°85-1221 Art. 22, al. 3, loi n° 84-53 et art. 21, loi n°85-1221 Art. 22, al 7 et 8 et art. 25, al 3, loi n° 84-53 Art. 22-1, al 1 et 3, loi n° 84-53 Art. 22, al 6, loi n°84-53 Art. 17, al 2, loi n°84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>
<b>CDG de la FPT – missions – niveau au moins régional – L. 452-34</b>	Art. 14, al 08 à 19, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>
<b>CDG de la FPT – missions – obligatoires pour toutes les collectivités et de leurs établissements – L. 452-35 à L. 452-37</b>	Art. 23, al 1, ph.1 et al 21, loi n° 84-53 Art. 23-1, loi n° 84-53 Art. 23, al 1, ph 2 et 3, n° 84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>
<b>CDG de la FPT – missions – obligatoires exclusivement exercées au profit des collectivités et de leurs établissements – L. 452-38</b>	Art. 23, al 2 à 13, et al 15 à 20, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>
<b>CDG de la FPT – ensemble de missions exercées à la demande des collectivités et de leurs établissements – L. 452-39</b>	Art. 23, al 22, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>
<b>CDG de la FPT – missions facultatives exercées à la demande d'une collectivité – L. 452-40 à L. 452-48</b>	Art. 25, al 1, loi n° 84-53 Art. 24, loi n° 84-53 Art. 25, al. 6, ph 1, loi n° 84-53 Art. 26-2, loi n° 84-53 Art. 25, al 2 et al 4, loi n° 84-53 At. 25, al 8, loi n° 84-53 Art. 26, al 1, al 2 et al 4, loi n° 84-53 Art. 26-1, loi n° 84-53 Art. 25, al 5, loi n° 84-53	<b>Décret n°85-643 du 26.06.1985</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>CARRIERE – POSITIONS ET MOBILITE – DISPOSITIONS GENERALES</b>		
<b>Positions – L. 511-1 à L. 511-3</b>	Art. 12 bis, al 1 à 5, loi n° 83-634 Art. 12 bis, al 6, loi n° 83-634 Art. 14 bis, loi n° 83-634	<b>Décret n°86-68 du 13.01.1986</b>
<b>Mobilité – L. 511-4</b>	Art. 14, al. 1, 2, et 4 loi n° 83-634 + art. 7, al 2, art. 68 et art. 119, al 14 et 15, loi n° 84-53	
<b>Intégration directe – L. 511-5 à L. 511-8</b>	Art. 13 bis, al 1, ecqc intégration directe, loi n° 83-634 Art. 13 bis, al. 2, 4 et 5, ecqc intégration directe, loi n° 83-634 + art. 68-1, ph. 1, loi n° 84-53 Art. 68-1, ph. 2, loi n° 84-53 Art. 13 quater, ecqc intégration directe, loi n° 83-634	<b>Décret n°86-68 du 13.01.1986</b>
<b>CARRIERE – POSITION D'ACTIVITE</b>		
<b>Définition – L. 512-1</b>	Art. 56, loi n° 84-53	
<b>Mise à disposition – définition – L. 512-6</b>	Art. 61, al 1, loi n° 84-53	<b>Décret n°2008-580 du 18.06.2008</b>
<b>Mise à disposition – modalités – L. 512-7 à L. 512-9</b>	Art. 61, al 2 + art. 61-1, al 11, loi n° 84-53 Art. 61-1, al 1 à 6, al 8 à 10, loi n° 84-53 Art. 61, al 6, loi n° 84-53	<b>Décret n°2008-580 du 18.06.2008</b>
<b>Mises à disposition au sein de la FPT – L. 512-12 à L. 512-15</b>	Art. 61, al. 3, loi n° 84-53 Art. 61, al 4 + art. 61-1, al 1 et 7, loi n° 84-53 Art. 61, al 5, loi n° 84-53 Art. 61-1, al 12, loi n° 84-53	<b>Décret n°2008-580 du 18.06.2008</b>
<b>Affectations et mutations au sein de la FPT – L. 512-23 à L. 512-27</b>	Art. 52, loi n° 84-53 Art. 51, al 1, loi n° 84-53 Art. 51, al 2, loi n° 84-53 Art. 54, al 1, loi n° 84-53 (Art. 36, al. 1, Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon)	
<b>Priorité en cas d'insuffisance des possibilités de mutation – L. 512-28</b>	Art. 54, al 2, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>CARRIERE – DETACHEMENT</b>		
<b>Définition – L. 513-1 à L. 513-6</b>	Art. 64, al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 64, al 3, loi n° 84-53 Art. 66, al 2 + art. 64, al 4, loi n° 84-53 Art. 65, al 1 et al 2, début, affiliation, loi n° 84-53 Art. 65, al 1 fonction élective, loi n° 84-53 Art. 65-1 + art. 65, al 1 ecqc étranger, loi n° 84-53	<b>Décret n° 86-68 du 13.01.1986</b>
<b>Détachement entre les corps et cadres d'emplois – L. 513-7 à L. 513-13</b>	Art. 13 bis, al 1, ecqc détachement, loi n° 83-634 Art. 13 bis, al 2 à 5, loi n° 83-634 Art. 14, al.3, loi n° 83-634 Art. 66, al.3, loi n° 84-53 Art. 67, al 2, ph 2 et 3, loi n° 84-53 Art. 13 bis, al 6, loi n° 83-634 Art. 13 quater, loi n° 83-634	<b>Décret n° 86-68 du 13.01.1986</b>
<b>Détachement des militaires dans les corps et cadres d'emplois – L. 513-14 à L. 513-15</b>	Art. 13 ter, al 1 à 5 + art. 13 quater, ecqc militaires, loi n° 83-634 art. 13 ter, al 6	
<b>Accueil en détachement de ressortissants européens – L. 513-16</b>	Art. 5 quater, loi n° 83-634	<b>Décret n° 86-68 du 13.01.1986</b>
<b>Fin du détachement d'un fonctionnaire territorial – L. 513-20 à L. 513-26</b>	Art. 66, al 4, loi n° 84-53 Art. 67, al 4, ph 1, loi n° 84-53 Art. 67, al 4, ph 2 et 3, loi n° 84-53 Art. 67, al 1, loi n° 84-53 Art. 67, al 2, ph.1, 4 et 5, loi n° 84-53 Art. 66, al 1, loi n° 84-53 Art. 67, al.3, loi n° 84-53	<b>Décret n° 86-68 du 13.01.1986</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>CARRIERE – DISPONIBILITE</b>		
L. 514-1 à L. 514-8	Art. 72, al 1, loi n° 84-53 Art. 72, al 2, loi n° 84-53 Art. 72, al 3, loi n° 84-53 Art. 72, al 5, ph 1, + art. 67 al. 2, ph. 4 et 5, loi n° 84-53 Art. 72, al 4, loi n° 84-53 Art. 72, al 6, loi n° 84-53 Art. 72, al 7, loi n° 84-53 Art. 72, al 5, ph 2, loi n° 84-53	Décret n°86-68 du 13.01.1986
<b>CARRIERE – CONGEPARENTAL</b>		
Congé parental – déroulement – L. 515-1 à L. 515-8	Art. 75, al. 1, loi n° 84-53 Art. 75, al. 2, ph. 1, loi n° 84-53 art. 75, al. 2, ph. 2 et 3, loi n° 84-53 Art. 75, al 2, ph 4 et 5, loi n° 84-53 Art. 75, al 5, loi n° 84-53 Art. 75, al 6, loi n° 84-53 Art. 75, al 3, ph 3, loi n° 84-53 Art. 75, al 3, ph 1 et 2 + art. 75-1, loi n° 84-53	Décret n°86-68 du 13.01.1986
Réintégration au terme d'un congé parental – L. 515-11	Art. 75, al 4, loi n° 84-53	Décret n°86-68 du 13.01.1986
<b>MISE A DISPOSITION DES AGENTS CONTRACTUELS</b>		
L. 516-1	Art. 136, al 4, ph 5, ecqc mise à disposition, al 5 à 9	Décret n°88-145 du 15.02.1988
<b>APPRECIATION DE LA VALEUR PROFESSIONNELLE</b>		
L. 521-1 à L. 521-5 (sauf L. 521-2)	Art. 17, loi n° 83-634 + art. 76, al. 1 ph. 1 sauf entretien professionnel, loi n° 84-53 Art. 76, al. 1, ph. 2, loi n° 84-53 Art. 76, al. 1, ph. 3, loi n° 84-53 Art. 76, al. 2, loi n° 84-53	Décret n°2014-1526 du 16.12.2014

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>AVANCEMENT</b>		
<b>Avancement – Dispositions générales – L. 522-1 à L. 522-7</b>	Art. 77, al 1, loi n° 84-53 Art. 78, al 1, al 2, al 3, ph 2, fin, loi n° 84-53 Art. 78, al 3, ph 1, loi n° 84-53 Art. 79, al 1, loi n° 84-53 Art. 5 ter, al 2, loi n° 83-634 <i>L. 522-6 = nouvel article relatif aux périodes de service national</i> Art. 142, a.2, Loi du 13 juillet 1911 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911	
<b>Avancement d'échelons au sein de la FPT – L. 522-10 à L. 522-14</b>	Art. 78, al 3, ph 3, loi n° 84-53 Art. 78-1, al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 78-1, al 3, loi n° 84-53 Art. 77, al 2, ecqc avancement d'échelon, loi n° 84-53 Art. L. 412-56, al 1 et 3, code des communes (police municipale)	
<b>Avancement de grade au sein de la FPT – L. 522-23 à L. 522-31</b>	Art. 79, al 7, loi n° 84-53 Art. 79, al 2 à 3, al 5 à 6, loi n° 84-53 Art. 36, al 08, ecqc examen, professionnel, avancement grade, loi n° 84-53 Art. 80, al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 49, al 2, loi n° 84-53 Art. 80, al 3, loi n° 84-53 Art. 80, al 4, loi n° 84-53 Art. 77, al 2, ecqc avancement de grade, loi n° 84-53 Art. L. 412-56, al 1 et 2, code des communes (police municipale)	
<b>PROMOTION INTERNE</b>		
<b>Promotion interne – dispositions communes – L. 523-1</b>	Art. 39, al 1 à 4, loi n° 84-53	
<b>Promotion interne au sein de la FPT – L. 523-3 à L. 523-6</b>	Art. 28, al 5 ph. 3, loi n° 84-53 Art. 36, al 8, ecqc examen professionnel, promotion interne, loi n° 84-53 Art. 39, al 5 et 6, loi n° 84-53 Art. 77, al 2, ecqc promotion interne, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>DISCIPLINE</b>		
<b>Principe général de la faute – L. 530-1</b>	Art. 29, al 1, loi n° 83-634	
<b>Suspension – L. 531-1 à L. 531-5</b>	Art. 30, al 1 et 2, loi n° 83-634 Art. 30, al 3, ph 1 et 2, loi n° 83-634 Art. 30, al 3 ph 3 et 5, al 4 ph 1, loi n° 83-634 Art. 30, al 5, loi n° 83-634 Art. 30, al 6, ph 1, loi n° 83-634	
<b>Procédure disciplinaire – engagement de la procédure – L. 532-1 à L. 532-2</b>	Art. 19, al 1, loi n° 83-634 + art. 89, al 20, ph 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 19, al 2, loi n° 83-634	Décret n°89-677 du 18.09.1989
<b>Procédure disciplinaire – garanties – L. 532-4 à L. 532-6</b>	Art. 19, al 3, ph 1 et ph 2, loi n° 83-634 + art. 65, ecqc agents publics, Loi du 22 avril 1905 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1905 Art. 19, al 3, ph 3, al 4, loi n° 83-634 Art. 29, al 2, loi n° 83-634	Décret n°89-677 du 18.09.1989
<b>Conseils de discipline au sein de la FPT – CAP siégeant en formation disciplinaire – L. 532-7 à L. 532-10</b>	Art. 90, al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 90, al 3, 4 et 5, loi n° 84-53 Art. 90, al 6, loi n° 84-53 Art. 90, al 7, loi n° 84-53	Décret n°89-677 du 18.09.1989
<b>Conseils de discipline au sein de la FPT – CCP siégeant en formation disciplinaire – L. 532-11 à L. 532-12</b>	Art. 136, al 14, loi n° 84-53 Art. 136, al 15, loi n° 84-53	Décret n°2016- 1858 du 23.12.2016
<b>Sanctions disciplinaires – échelle des sanctions pouvant être infligées à un fonctionnaire – L. 533-1 à L. 533-3</b>	Art. 89, al 1 à 15, loi n° 84-53 Art. 89, al 18, loi n° 84-53 Art. 89, al 19, loi n° 84-53	
<b>Sanctions disciplinaires – publicité et inscription au dossier – L. 533-4 à L. 533-6</b>	Art. 89, al. 20, ph 3, loi n° 84-53 Art. 89, al. 16, loi n° 84-53 Art. 89, al. 17 loi n° 84-53	Décret n°89-677 du 18.09.1989

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>PERTE ET SUPPRESSION D'EMPLOI</b>		
<b>Réaffectation du fonctionnaire privé d'emploi - L. 541-1</b>	Art. 12, al 4, loi n° 83-634	
<b>Suppression d'un emploi dans la FPT – modalités – L. 542-1 à L. 542-5</b>	Art. 97, al 1, loi n° 84-53 Art. 97, al 2, ph 1 à 3, loi n° 84-53 Art. 97, al 2, ph 10, loi n° 84-53 Art. 97, al 2, ph 4, loi n° 84-53 Art. 97, al 2, ph. 5 à 7, loi n° 84-53	
<b>Prise en charge d'un fonctionnaire territorial privé d'emploi – L. 542-6 à L. 542-24</b>	Art. 97 bis, al 1, ph 1, al. 4, ecqc conditions de prise en charge, loi n°84-53 Art. 97, al 2, ph 8, loi n° 84-53 Art. 97, al 2, ph 9, loi n° 84-53 Art. 97, al 3, ph 1, sauf remuneration, loi n°84-53 Art. 97, al 4, loi n° 84-53 Art. L. 5111-8, CGCT Art. 97, al 3, ph 3, loi n° 84-53 Art. 97, al 14, loi n° 84-53 Art. 97, al 7, loi n° 84-53  Art. 97, al 3, ph 1 fin, ph. 2, ph. 4, al 5, ph 3 à 5, loi n°84-53 Art. 97, al 5, ph 1 et 2, loi n° 84-53  Art. 97, al 6, loi n° 84-53 Art. 97, al 8, ph. 1 à 3, loi n° 84-53 Art. 97, al 9, loi n° 84-53 Art. 97, al 10, loi n° 84-53 Art. 97, al 12, loi n° 84-53 Art. 97, al 13, loi n° 84-53 Art. 97, al 15, loi n° 84-53 Art. 97, al 16, loi n° 84-53	
<b>Prise en charge d'un fonctionnaire territorial privé d'emploi – modalités</b>	Art. 97 bis, al 1, al 4, ecqc contribution financière, loi n°84-53 Art. 97 bis, al 2 et 3, ecqc assiette, loi n° 84-53 Art. 97 bis, al 2, loi n°84-53 Art. 97 bis, al 3, loi n°84-53 Art. 97 bis, a. 6, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>financières– L. 542-25 à L. 542-35</b>	Art. 97 ter, loi n° 84-53 Art. 97 bis, al 5, ph 3, loi n° 84-53 Art. 97 bis, al 5, ph 2, loi n° 84-53  Art. 97 bis, al 5, ph 1, loi n° 84-53 Art. 97, al 11, ph 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 97, al 11, ph 3, loi n° 84-53	
<b>Fin de fonction sur emploi fonctionnel dans la FPT – emploi fonctionnel pourvu par la voie du détachement  L. 544-1 à L. 544-7</b>	Art. 53, al 10, sauf recrutement direct, loi n° 84-53 Art. 53, al 11, loi n° 84-53 Art. 53, al 12, loi n° 84-53 Art. 53, al 01, loi n° 84-53 Art. 53, al 13, loi n° 84-53 Art. 98, loi n° 84-53 (art. 36, al. 2, ph. 1 et 2, ecqc fin de fonctions, Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon)	<b>Décret n° 87-1101 du 30.12.1987</b>
<b>Fin de fonction sur emploi fonctionnel dans la FPT – emploi fonctionnel pourvu par voie de recrutement direct  L. 544-8 à L. 544-9</b>	Art. 53, al 10, ecqc recrutement direct, loi n° 84-53 Art. 7-1, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public	<b>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</b>
<b>Congé spécial accordé aux fonctionnaires territoriaux – congé spécial sur autorisation  L. 544-10</b>	Art. 99, al 1, ecqc congé spécial sur autorisation, loi n° 84-53 Art. 6, al 3, décret n° 88-614 du 6 mai 1988 pris pour l'application des articles 98 et 99 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif à la perte d'emploi et au congé spécial de certains fonctionnaires	<b>Décret n° 88-614 du 06.05.1988</b>  <b>(l'article 6 al 3 devient donc une disposition législative)</b>
<b>Congé spécial accordé aux fonctionnaires territoriaux – congé spécial de droit –  L. 544-11 à L. 544-16</b>	Art 99, al 1 et 2, ecqc congé spécial de droit, loi n° 84-53 Art. 99, al 2, ecqc date de demande du congé spécial de droit, loi n° 84-53 Art. 99, al 5, loi n° 84-53 Art. 99, al 1, ecqc durée, loi n° 84-53 Art. 99, al 3, loi n° 84-53 Art. 99, al 4, loi n° 84-53	<b>Décret n° 88-614 du 06.05.1988</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>CESSATION DEFINITIVE DE FONCTIONS</b>		
Liste des cas – L. 550-1	Art. 24, al 1 à 6, loi n° 83-634	
Démission – L. 551-1 à L. 551-2	Art. 96, al 1, 2 et 4, loi n° 84-53 Art. 96, al 3, 5, 6, 7, 8 et 9, loi n° 84-53	
Rupture conventionnelle (agents en CDI) – L. 552-1	Art. 72, al 14, ecqc agents publics contractuels, loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	Décret n° 88-145 du 15.02.1988
Licenciement – L. 553-1 à L. 553-3	<i>L. 553-1 en partie applicable à la FPT mais pas de reprise d'article de la loi n° 84-53 (quid licenciement pour abandon de poste dans la FPT ?)</i> Art. 93, al 1, loi n° 84-53 Art. 93, al 2, loi n° 84-53	Décret n° 85-186 du 07.02.1985 (indemnité licenciement pour insuffisance professionnelle)
Fin de contrat Règles de procédure  L. 554-1	Art. 14ter, al 4, loi n° 83-634 ( <i>fin de plein droit du contrat si refus transformation en cas reprise d'activité</i> )	
Fin de contrat – indemnité de fin de contrat – L. 554-3 à L. 554-4	Art. 136, al 4, ph 3 et 4, loi n° 84-53 Art. 110-1, al 4, ecqc indemnité de licenciement, loi n° 84-53	Décret n° 88-145 du 15.02.1988
Cessation anticipée d'activité en lien avec une exposition à l'amiante – L. 555-1 à L. 555-5	Art. 146, al 1, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 Art. 146, al 2, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 Art. 146, al 3, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 Art. 146, al 4 à 6, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 Art. 146, al 7, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p><b>Admission à la retraite</b></p> <p><b>Limite d'âge des fonctionnaires</b></p> <p><b>L. 556-1 à L. 556-10</b></p>	<p>Art. 92, loi n° 84-53 + art. 3, sauf ouvriers de l'Etat, décret n° 53-711 du 9 août 1953 relatif au régime des retraites des personnels de l'Etat et des services publics + art. 1, loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté + art. 1, al 1, Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public</p> <p>Art. 4, al 1, loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté</p> <p>Art. 4, al 2, loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté</p> <p>Art. 18, al 4, loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des conjoints survivants, des mères de famille et des personnes âgées</p> <p>Art. 1-1, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public</p> <p>Art. 1-2, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public</p> <p>Art. 1-3, al 1 et 2, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public</p> <p><i>(police nationale) art. 1, Loi du 5 novembre 1943 fixant les échelons de limite d'âge applicables aux fonctionnaires de la police occupant un emploi classé dans la catégorie B</i></p> <p><i>(administration pénitentiaire) art. 24, al. 1, Loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire</i></p> <p><i>(navigation aérienne) art. 3, Loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989 relative au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne</i></p>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p><b>Admission à la retraite</b></p> <p><b>Limite d'âge des agents contractuels</b></p> <p><b>L. 556-11 à L. 556-13</b></p>	<p>Art. 6-1, al 1, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public</p> <p>Art. 6-1, al 2, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public</p> <p>Art. 6-1, al 3, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public</p>	
<p><b>Admission à la retraite –honorariat – L. 556-14</b></p>	<p>Art. 94, loi n° 84-53</p>	
<p><b>Admission à la retraite – dispositions diverses – L. 556-15</b></p>	<p>Art. 119, al 9, loi n° 84-53</p>	
<p><b>Régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public – L. 557-1 à L. 557-2</b></p>	<p><i>L. 557-1 = nouvel article</i>  L. 557-2= art. 110-1, al 4, ecqç assurance chômage, loi n° 84-53</p>	<p><b>Décret n°2020-741 du 16.06.2020</b></p>
<b>TEMPS DE TRAVAIL</b>		
<p><b>Durée du travail – L. 611-2</b></p>	<p>Art. 7-1, al 1, loi n° 84-53</p>	<p><b>Décret n°2000-815 du 25.08.2000</b></p> <p><b>Décret n° 2001-623 du 12.07.2001</b></p>
<p><b>Travail à temps partiel – dispositions communes – L. 612-1 à L. 612-8</b></p>	<p>Art. 60, al 1, loi n° 84-53  Art. 60, al 3, loi n° 84-53  Art. 60 bis, al 1 à 3, loi n° 84-53  Art. 60, al 6, loi n° 84-53  Art. 60, al 7 et 8, loi n° 84-53  Art. 60, al 9, ph 2, loi n° 84-53  Art. 14, Ordonnance n°82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif  Art. 60, al 5, loi n° 84-53</p>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>Temps partiel dans la FPT – L. 612-12 à L. 612-14</b>	Art. 60, al2, loi n°84-53 Art. 60, al4, loi n°84-53 Art. 60 quater, loi n° 84-53	<b>Décret n°2004-777 du 29.07.2004</b>
<b>Emplois permanents territoriaux à temps non complet – L. 613-1 à L. 613-7</b>	Art. 104, al 1, loi n° 84-53 Art. 108, al 1, loi n° 84-53 Art. 105, al 1, loi n° 84-53 Art. 104, al 2, loi n° 84-53 Art. 107, al 1, loi n° 84-53 Art. 107, al 2, loi n° 84-53 Art. 73, al. 1 et 2, loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile	<b>Décret n°91-298 du 20.03.1991</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>CONGES ANNUELS, JOURS FERIES ET AUTORISATIONS D'ABSENCE</b>		
<b>Congés annuels – L. 621-1 à L. 621-2</b>	Art. 21, al 1 et 2, loi n° 83-634 + art. 57, al 1 et 2, loi n° 84-53 art. L. 415-6, code des communes	Décret n° 85-1250 du 26.11.1985
<b>Congés acquis au titre d'un compte épargne-temps (CET) – L. 621-4 à L. 621-5</b>	Art. 14, al 5, loi n° 83-634 Art. 7-1, al 2, ph 2, loi n° 84-53	Décret n° 2004-878 du 26.08.2004
<b>Don de jours de repos – L. 621-6 à L. 621-7</b>	Art. 3, al 7, loi n° 2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant L. 621-7 = nouvel article	
<b>Jours fériés – L. 621-8 à L. 621-10</b>	L. 621-8 = renvoi à l'article L. 3133-1 du code du travail L. 621-9 sur le 1er mai = nouvel article L. 621-10 = renvoi à l'article art. L. 3134-13 du code du travail	
<b>Journée de solidarité L. 621-11 à L. 621-12</b>	Art. 6, al 5 à 8, ecqc agents publics, loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées + art 2, paragraphe II, al 2, ecqc agents publics, loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité  Art. 6, al 1 à 4, ecqc agents publics, loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées	
<b>Autorisations d'absence – L. 622-1 à L. 622-5</b>	Art. 21, al 9, loi n° 83-634 Art. 21, al 10, loi n° 83-634 Art. 59-1, loi n° 84-53 L. 622-1 = renvoi aux articles L. 114-24 et L. 114-26 du code de la mutualité Art. 59, al 1, al 3 et al 4, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>CONGES LIES AUX RESPONSABILITES PARENTALES OU FAMILIALES</b>		
L. 630-1	Art. 21, al 1 et 4, loi n° 83-634	
<b>CONGES LIES AUX RESPONSABILITES PARENTALES OU FAMILIALES CONGES LIES A L'ARRIVEE D'UN ENFANT AU FOYER</b>		
<b>Règles communes aux congés – L. 631-2 à L. 631-2</b>	Art. 57, al 1, al 26, loi n° 84-53 Art. 57, al 27, loi n° 84-53	
<b>Congé de maternité – L. 631-3 à L. 631-5</b>	Art. 57, al 1, al 28 et 29, loi n° 84-53 Art. 57, a. 30, loi n° 84-53 art. 57, al 31, loi n° 84-53	Décret n°2021-846 du 29.06.2021
<b>Congé de naissance – L. 631-6</b>	Art. 57, al 1, al 3, loi n° 84-53	Décret n°2021-846 du 29.06.2021
<b>Congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption – L. 631-7</b>	Art. 57, al 1, al 33 à 35, loi n° 84-53	Décret n°2021-846 du 29.06.2021
<b>Congé d'adoption – L. 631-8</b>	Art. 57, al 1, al 36 et 37, loi n° 84-53	Décret n°2021-846 du 29.06.2021
<b>Congé de paternité et d'accueil de l'enfant – L. 631-9</b>	Art. 57, al 1, al 38	Décret n°2021-846 du 29.06.2021
<b>Congé de présence parentale – L. 632-1 à L. 632-4</b>	Art. 60sexies, al 1 et al 2, ph 1, loi n° 84-53 Art. 60sexies, al 2, ph 2 à 4, loi n° 84-53 Art. 60sexies, al 3, loi n° 84-53 Art. 60sexies, al 4, loi n° 84-53	Décret n°2006-1022 du 21.08.2006
<b>Congé de solidarité familiale – L. 633-1 à L. 633-4</b>	Art. 57, al 1, al 50, ph 1, loi n° 84-53 Art. 57, al 50, ph 2, sauf rémunération, ph 3, ph.5 à 7, loi n° 84-53 Art. 57, al 50, ph 2 ecqcrémunération, loi n° 84-53 Art. 57, al 50, ph.4, loi n° 84-53	Décret n°2013-67 du 18.01.2013

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>Congé de proche aidant – L. 634-1 à L. 634-4</b>	Art. 57, al 1, al 51, ph 1, loin°84-53 Art. 57, al 51, ph 2, loi n° 84-53 Art. 57, al 51, ph 3, loin°84-53 + renvoi art. L. 168-8 du code de la sécurité sociale Art. 57, a. 51, ph 4, loi n° 84-53	<b>Décret n° 2020-1557 du 08.12.2020</b>
<b>CONGES LIES A DES ACTIVITES CIVIQUES</b>		
<b>Congé de citoyenneté – L. 641-1 à L. 641-4</b>	Art. 57, al 44, ph 1 ecqc durée, ph 2, ph. 3, ph 7, loi n° 84-53 Art. 57, al 1, al 44, ph 1 sauf durée, loi n° 84-53 Art. 57, al 44, ph 4, ph 6, loin°84-53 Art. 57, al 44, ph 5, loi n° 84-53	
<b>Congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle – L. 642-1 à L. 642-2</b>	Art. 57, al 1, al 52, ph 1, loi n° 84-53 Art. 57, al 52, ph 2 à 4, loi n° 84-53	
<b>Congé relatif à l'exercice de fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel – L. 643-1</b>	Art. 57, al 1, al 54, loi n° 84-53	
<b>Congé pour accomplissement d'une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans une réserve opérationnelle – L. 644-1 à L. 644-5</b>	Art. 57, al 1, al 53, loi n° 84-53 L. 644-2 à L. 644-5 = <i>nouveaux articles</i>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>REMUNERATION</b>		
<b>Détermination de la rémunération des agents publics</b>  <b>Rémunération après service fait</b>  <b>L. 711-1 à L. 711-2</b>	Art. 4, al 1 et 6, ecqc fonctionnaires, loi n° 61-825 du 29 juillet 1961 de finances rectificative pour 1961 Art. 4, al 3 à 5, ecqc fonctionnaires, loi n° 61-825	
<b>Détermination de la rémunération des agents publics</b>  <b>Retenue en l'absence service fait</b>  <b>L. 711-3</b>	Art. 4, al 2, loi n° 61-825 du 29 juillet 1961 de finances rectificative pour 1961	
<b>Reliquat de rémunération – L. 711-4</b>	Art. L. 416-4, code des communes	
<b>Indus, saisies et cessions de la rémunération – L. 711-5 à L. 711-6</b>	<i>L. 711-5 = pb car la table Légifrance renvoi à l'article L. 212-2 du code des procédures civiles d'exécution alors que le contenu de l'article renvoie aux articles L. 3252-1 à L. 3252-13 du code du travail</i> L. 711-6 sur les indus = renvoi à l'article 37-1, loi n° 2000-321	
<b>Rémunération des fonctionnaires – rémunération principale – L. 712-1 à L. 712-2</b>	Art. 20, al 1 ph 1 et 3, loi n° 83-634 + art. 87, al 1, loi n° 84-53 Art. 20, al 2, loi n° 83-634	
<b>Dispositions particulières – L. 712-3 à L. 712-6</b>	<i>Oubli dans la table Légifrance mais aucune disposition ne concerne la FPT</i>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>Accessoires de la rémunération – L. 712-7 à L. 712-13</b>	Art. 6, al 1 ph. 1, loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique Art. 20, al 5, ph 1, loi n° 83-634 Art. 20, al 5, ph 2, loi n° 83-634 Art. 20, al 5, ph 3, loi n° 83-634 Art. 20, al 5, ph 4, loi n° 83-634 Art. 27, al 1, ecqc fonctionnaires civils, loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales L. 712-13 = nouvel article : renvoi à un décret	

<b>Rémunération des agents contractuels L. 713-1 à L. 713-2</b>	Art. 136, al 4, ph 5 ecqc rémunération, loi n° 84-53 L. 713-2 = nouvel article : renvoi à un décret	<b>Décret n°88-145 du 15.02.1988</b>
<b>Régimes indemnitaires – primes et indemnités L. 714-1</b>	Art. 20, al 1 ph. 2, loi n° 83-634	
<b>Régime indemnitaire au sein de la FPT  L. 714-4 à L. 714-13</b>	Art. 88, al 1, loi n° 84-53 Art. 88, al 2 et 3, loi n° 84-53 Art. 88, al 4, loi n° 84-53 Art. 88, al 5, loi n° 84-53 Art. 88, al 6, loi n° 84-53 L. 714-9 = nouvel article, relatif conservation RI en cas réorganisation et changement d'employeur Art. 68, ecqc filière médico-sociale, loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire Art. 111, al 3 + art. 111-1, loi n° 84-53 Art. 64, loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale Art. 68, ecqc police municipale, loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire + art. 68, ecqc gardes-champêtres, loi n° 96-1093	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>Publication d'informations – rémunérations élevées – L. 715-1</b>	Art.37, al1, loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	
<b>AVANTAGES EN NATURE</b>		
<b>Logements de fonction au sein de la FPT – L. 721-1 à L. 721-3</b>	Art. 21, al 1, al 3 et 4, loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale Art. 21, al. 2, loi n° 90-1067 Art. 21, al 5, ph 1 début, ph 3, loi n° 90-1067	
<b>Autres avantages (concernent la FPH)</b>		
<b>Frais de déplacement – L. 723-1</b>	<i>Nouvel article</i>	<b>Décret n°2001-654 du 19.07.2001</b>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>ACTION SOCIALE</b>		
Définition et objectifs – L. 731-1 à L. 731-4	Art. 9, al 3, loi n° 83-634 Art. 9, al 2, loi n° 83-634 Art. 9, a. 4 et 5, loi n° 83-634 Art. 88-1, loi n° 84-53	
Prestations d'action sociale – chèque emploi-service – L. 732-1	<i>Nouvel article, renvoi à l'article L. 1271-12 du code du travail</i>	
Prestations d'action sociale – titres- restaurant – L. 732-2	Art. 19, ecqc principe d'attribution titre restaurant, ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967 relative à l'aménagement des conditions de travail en ce qui concerne le régime des conventions collectives	
Prestations d'action sociale – aides aux vacances – L. 732-3	<i>Nouvel article, renvoi aux articles L. 411-18 et L. 411-19 du code du tourisme</i>	
Gestion des prestations d'action sociale L. 733-1	Art. 9, a. 6, al 7, loi n° 83-634	
<b>PREVENTION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE AU TRAVAIL</b>		
Dispositions générales relatives à l'hygiène et à la sécurité – L. 811-1	Art. 108-1, loi n° 84-53 + art. 3, ph 1, décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique	Décret n° 85-603 du 10.06.1985
Missions et organisation des services – L. 812-1 à L. 812-5	Art. 108-3, loi n° 84-53 Art. 25, al 4, loi n° 84-53 Art. 108-2, al 1, ph 1 et 2 Art. 108-2, al 2, loi n° 84-53 Art. 108-2, al 1, ph 3, loi n° 84-53	Décret n° 85-603 du 10.06.1985
Actions en faveur des agents – L. 813-1 à L. 813-3	Art. 108-3-1, loi n° 84-53 Art. 108-4, al 1, loi n° 84-53 Art. 21 bis, al 10, loi n° 83-634	Décret n° 85-603 du 10.06.1985
Fonds nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles – L. 814-1 à L. 814-2	Art. 31, al 1, loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses mesures d'ordre social Art. 31, al. 2 à 6, loi n° 2001-624	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>PROTECTIONS LIEES A LA MALADIE, A L'ACCIDENT, A L'INVALIDITE OU AU DECES</b>		
<b>Conseil médical et médecins agréés L. 821-1</b>	Art. 21 ter, loi n° 83-634	<b>Décret n°87-602 du 30.07.1982</b>
<b>Congés de maladie – L. 822-1 à L. 822-5</b>	Art. 57, al 1, al 4, ph. 1, sauf durée, loi n° 84-53 Art. 57, al 4, ph 1, ecqc durée, loi n° 84-53 Art. 57, al 4, ph.2 et 3, loi n° 84-53 Art. 57, al 5, loi n° 84-53 Art. 57, al 4, ph.4, loi n° 84-53	<b>Décret n° 87-602 du 30.07.1982</b>
<b>Congés de longue maladie – L. 822-6 à L. 822-11</b>	Art. 57, al.1, al 7, ph 1, ecqc le droit à CLM, loi n° 84-53 Art. 57, al 1, al. 7, ph 1, ecqc durée, loi n° 84-53 Art. 57, al 7, ph.2 et 3, loi n° 84-53 Art. 57, al 8, loi n° 84-53 Art. 57, al 9, loi n° 84-53 Art. 57, al 10, loi n° 84-53	<b>Décret n° 87-602 du 30.07.1982</b>
<b>Congés de longue durée – L. 822-12 à L. 822-17</b>	Art. 57, al 1, al 12, ph 1, ecqc cas, loi n° 84-53 Art. 57, al 14, loi n° 84-53 Art. 57, al 13, loi n° 84-53 Art. 57, al.12, ph.1 et 2, loi n° 84-53 Art. 57, al 15, loi n° 84-53 Art. 57, al 16, loi n° 84-53	<b>Décret n° 87-602 du 30.07.1982</b>
<b>Accidents de service et maladie professionnelle – L. 822-18 à L. 822-25</b>	Art. 21 bis, al 3, loi n° 83-634 Art. 21 bis, al 4, loi n° 83-634 Art. 21 bis, al 5 à 7, loi n° 83-634 Art. 21 bis, al 1, loi n° 83-634 Art. 21 bis, al 2, ph 1, loi n° 83-634 Art. 21 bis, al 2, ph 3 et 4, loi n° 83-634 Art. 21 bis, al 2, ph 2, loi n° 83-634 Art. 21 bis, al 8, loi n° 83-634	<b>Décret n° 87-602 du 30.07.1982</b>
<b>Congé accordé au fonctionnaire invalide pour faits de guerre – L. 822-26</b>	Art. 57, al 45 à 49, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>Situation administrative des agents en congé pour raison de santé – L. 822-27 à L. 822-30</b>	L. 822-27 = nouvel article Art. 115, loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 Art. 58, al 1, al 2 ecq obligations, loi n° 84-53 Art. 58, al 1, al 4, loi n° 84-53	<b>Décret n°87-602 du 30.07.1982</b>
<b>Temps partiel thérapeutique – L. 823-1 à L. 823-6</b>	Art. 57, al. 18 à 20, loi n° 84-53 Art. 57, al. 21, n° 84-53 Art. 57, al. 22, n° 84-53 Art. 57, al. 23, n° 84-53 Art. 57, al. 24, n° 84-53 Art. 57, al. 25, n° 84-53	<b>Décret n°87-602 du 30.07.1982</b>
<b>Allocation temporaire d'invalidité (ATI) versée après un accident de service ou une maladie professionnelle – L. 824-1 à L. 824-2</b>	Art. L. 417-8, code des communes Art. 69, al 1, loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959 de finances pour 1960	
<b>Exercice de l'action directe et subrogatoire de la personne publique – L. 825-1 à L. 825-8</b>	Art. 1, al 1, ecq fonctionnaires et art. 7, ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'Etat et certaines autres personnes publiques, + art. 57, al 06, ph 1, al 11, al 17, loi n° 84-53 Art. 57, al 06, ph 2, loi n° 84-53 Art. 2, début, ecq fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 Art. 57, al. 06, ph. 2, loi n° 84-53 Art. 2, fin, ecq fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 Art. 1, al 2 à 9, ecq fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 Art. 5, ecq fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 Art. 3, al 1, ordonnance n° 59-76 Art. 4, ecq fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 Art. 3, al 2, ecq fonctionnaires sauf procédure de la lettre recommandée, ordonnance n° 59-76	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p><b>Prise en charge de l'inaptitude de l'agent public à exercer ses fonctions – dispositions communes – L. 826-1 à L. 826-6</b></p>	<p><i>/!\ L. 826-1 semble applicable à la FPT mais pas de renvoi à la loi n° 84-53 = pb car parle d'adaptation (cf. aménagement ?) du poste quand inaptitude : pas prévu jusqu'à présent</i></p> <p>Art. 85-1, al 1, ph 1, al 2, loi n° 84-53  Art. 84 et 81, loi n° 84-53  Art. 83, loi n° 84-53  Art. 82, al 1, loi n° 84-53  Art. 85, ph 1, loi n° 84-53</p>	<p><b>Décret n°85-1054 du 30.09.1985</b></p>
<p><b>Prise en charge de l'inaptitude de l'agent public à exercer ses fonctions – dispositions particulières à la FPT – L. 826-7 à L. 826-10</b></p>	<p>Art. 85-1, al 1, ph 3, loi n° 84-53  Art. 85, ph 2, loi n° 84-53  Art. 82, al 2 et 3, loi n° 84-53  Art. L. 412-49, code des communes (police municipale)</p>	<p><b>Décret n°85-1054 du 30.09.1985</b></p>
<p><b>Cessation des fonctions opérationnelles des sapeurs-pompiers professionnels – L. 826-12 à L. 826-29</b></p>	<p>Art. 3 à 8, loi n° 2000-628 du 7 juillet 2000 relative à la prolongation du mandat et à la date de renouvellement des conseils d'administration des services d'incendie et de secours ainsi qu'au reclassement et à la cessation anticipée d'activité des sapeurs-pompiers professionnels</p>	
<p><b>PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (PSC)</b></p>		
<p><b>Dispositions communes – L. 827-1 à L. 827-3</b></p>	<p>Art. 22 bis, al 1 et 2, loi n° 83-634  Art. 22 bis, al 3, loi n° 83-634  Art. 22 bis, al 4, loi n° 83-634</p>	
<p><b>PSC dans la FPT – participation à la couverture des risques – L. 827-4 à L. 827-8</b></p>	<p>Art. 88-2, al. 1, loi n° 84-53  Art. 88-2, al. 2 à 5, loi n° 84-53  Art. 88-2, al. 6 et 7, loi n° 84-53  Art. 25-1, al. 1, loi n° 84-53</p>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<b>DISPOSITIONS LIEES AU DECES</b>		
<b>Prestations liées au décès – L. 828-1</b>	Art. L. 416-4, ecqc capital décès, code des communes	<b>Décret n°2021-176 du 17.02.2021</b>
<b>Promotion et titularisation à titre posthume – L. 828-2 à L. 828-4</b>	Art. 125, al3 à 5, loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 ( <i>sapeurs-pompiers pro</i> ) Art. L. 412-55, al 1 ecqc promotion, al 2, art. L. 412-55, al 3, art. L. 412-56, al 6, code des communes ( <i>police municipale</i> ) Art. L. 412-56, al 5, code des communes (stagiaire de la police municipale)	
<b>Dispositions propres aux agents contractuels – L. 829-1 à L. 829-2</b>	Art. 136, al 4, ph.2, loi n° 84-53 Art. 58, al 5 ph 1, loi n° 84-53	<b>Décret n°2021-176 du 17.02.2021</b>

Tables de concordance accessibles sur Légifrance :

- <https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/menu/autour-de-la-loi/codification/tables-de-concordance/code-general-de-la-fonction-publique>